

BIENVENUE
AU PARADIS
SOCIALISTE!

33

IMPÔTS
TAXES

CONSEIL
REGIONAL

Ziggl





RÉGION BASSE- NORMANDIE

LE MATRAQUAGE FISCAL PERMANENT

A la tête de la région Basse-Normandie depuis 2004, la gauche applique ses recettes habituelles : augmentation des impôts, explosion des dépenses de fonctionnement au détriment de l'investissement et recherche d'un bouc émissaire pour se dédouaner de ses propres erreurs.

Partant du principe que plus on dépense plus on est efficace, la présidence socialiste a généreusement fait feu de tout bois.

Tous les ans, on augmente les impôts...

Le contribuable bas-normand qu'il soit un particulier ou une entreprise a vu passer la facture : tous les taux d'imposition ont augmenté chaque année entre 2004 et 2008. L'équipe socialiste a matraqué le contribuable bas-normand en augmentant le taux de l'impôt foncier en rejetant sa responsabilité sur le soit disant désengagement de l'Etat. La réalité est bien différente car contrairement aux affirmations de la gauche, les dotations de l'Etat augmentent.

Les entreprises ne sont pas épargnées par ce matraquage fiscal. Alors que l'exécutif clame haut et fort qu'il souhaite favoriser le développement économique de la région et la création d'emplois, il augmente la taxe professionnelle. Bien évidemment, ce n'est pas la meilleure manière d'attirer

les entreprises et de favoriser la compétitivité de celles qui sont déjà implantées en Basse-Normandie.

La fin de l'exception Basse-Normandie pour les automobilistes

Jusqu'à l'an dernier, contrairement à la plupart des autres régions socialistes, la Basse-Normandie n'avait pas augmenté la taxe sur les cartes grises. Cette exception est malheureusement corrigée et l'exécutif a rattrapé le temps perdu : **+ 55 % d'augmentation.** Une nouvelle taxe qui risque de peser très lourd sur le budget des familles et, plus particulièrement, sur leur pouvoir d'achat.

TIPP, le coup de pompe des contribuables bas-normands

Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers... la nouvelle marotte de la Majorité régionale pour financer son train de vie. Depuis la loi de décentralisation numéro 2, les Régions peuvent augmenter le taux de cette TIPP. Chose possible, chose due ; en Basse-Normandie, on a poussé le vice jusqu'à fixer ce taux au maximum des possibilités légales. Victimes expiatoires de cette décision de la majorité de gauche : les particuliers qui souffrent de la baisse de leur pouvoir d'achat et qui n'ont pas toujours de véhicules mis à disposition par la collectivité. Une taxe qui rapporte chaque année la

DÉPENSES	2004	2005	2006	2007	Variation 2006-2007
Section investissement	243 M€ 55 %	231 M€ 49 %	239 M€ 46 %	212 M€ 40 %	- 28 M€
Section de fonctionnement	196 M€ 45 %	244 M€ 51 %	281 M€ 54 %	327 M€ 60 %	+ 46 M€

EXPRESSION DÉMOCRATIQUE : LES CHINOISERIES DE LA GAUCHE

9, c'est en minutes, le temps de parole « offert » gracieusement à l'opposition régionale sur une réunion de 3 heures... soit 5 % du temps total.

bagatelle de 15,6 M€ prélevés chaque année dans la poche des automobilistes bas-normands.

L'augmentation des dépenses de fonctionnement au détriment des investissements

La décentralisation n'explique pas tout. Comme dans l'ensemble des régions socialistes, les dépenses de fonctionnement ont considérablement augmenté passant de **196 M€ en 2004 à 390 M€ en 2008. Aux investissements qui représentent l'avenir, on préfère les dépenses de fonctionnement.**

Cette évolution est préoccupante pour l'institution régionale dont la mission fondamentale doit rester l'investissement. Cet accroissement des dépenses de

fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée dans la gestion du personnel, des locaux de la région et de la multiplication des dépenses de communication. Sur ce dernier chapitre, en particulier, on observe que les dépenses de communication se dissimulent désormais dans les budgets de chaque service.

Débats d'orientations budgétaires : les chiffres au placard

Sans doute trop littéraires, les élus de la majorité de gauche de la Région Basse-Normandie ont une sainte horreur des chiffres... Chaque année, et conformément à la Loi, l'exécutif organise un débat d'orientation budgétaire. Le seul problème, c'est que les élus d'opposition ne disposent d'aucun chiffre

“ Avec l'augmentation de la TIPP, ce sont 15,6 M€ supplémentaires qui seront prélevés chaque année dans la poche des automobilistes bas-normands”.



CAR-LIB', LES VOITURES DE SERVICE EN LIBERTÉ

Après avoir privilégié l'achat d'une flotte de véhicules la majorité de gauche a changé de tactique... Trop visibles sur un budget, ces acquisitions ont été transformées en locations... Au total, ce sont une trentaine de véhicules qui est mise gracieusement à disposition à l'Abbaye aux Dames contre une dizaine sous l'ancienne présidence de la droite et du Centre, véhicules utilitaires compris !

pour débattre ! Trop angoissant, sans doute, ces satanés chiffres sont remplacés par des formules du type « les taux devraient connaître une augmentation légère » et les enjeux budgétaires sont désormais exprimés dans un langage grammatical « conditionnel » très approximatif qui affolerait n'importe quel commissaire aux comptes

.**Doublement de la dette**

90 M€ en 2004 à 160 M€ au 1^{er} janvier 2007. Et la facture s'alourdit chaque jour pour les Bas-Normands. En l'espace d'un demi-mandat, la gauche a presque réussi à doubler la dette de la Région.

Chères études

Quand on aime, on ne compte pas. Bien que le CESR ait déjà planché et rendu un rapport complet sur l' « Evaluation des effets d'un rapprochement entre la Haute et la Basse-Normandie », l'exécutif régional a souhaité commander une nouvelle étude payante. La gauche jugeant probablement de piètre qualité celle du

CESR ou ne répondant pas à l'attente de la majorité. Coût de l'opération, cofinancée avec la Haute-Normandie : 297 355,50 € dont 50 % à la charge des Bas-Normands... soit 148 677,75 €.

La Région prend ses aises

11 décembre 2006, la majorité régionale fait ses emplettes chez les agents immobiliers... Un besoin d'espace vital supplémentaire pour loger les vice-présidents de la Région... De nouveaux achats qui s'accompagnent de travaux « lourds » dans le bâtiment historique...

“ Entre 2004 et 2008, la dette régionale a doublé.”

